



**Portrait** Gérard Larcher, président du Sénat

# Madré

*Au Palais du Luxembourg, cet élu de terrain, passionné de chasse, endosse avec délectation son costume de premier opposant institutionnel à la Macronie. Entre ses mains, le sort du rapport sur l'affaire Benalla.*

**T**apis rouge au Petit Luxembourg, la résidence du président du Sénat. Gérard Larcher salue l'huissier paré de la traditionnelle chaîne en argent, monte dans la berline et place une pile de dossiers sous l'accoudoir. Le jour décline. Comme tous les soirs, le troisième personnage de l'Etat rentre chez lui, à Rambouillet, la ville dont il a été maire plus de trente ans. Depuis 1958, il est le premier président de la Haute Assemblée à ne pas profiter du luxueux appartement mis à sa disposition. « J'ai besoin de respirer, de me ressourcer, confie-t-il, regardant par la fenêtre. Et j'ai une certaine peur de l'enfermement. »

**Anti-portrait du président**

Ce soir, il doit surtout digérer le rapport que viennent de lui remettre les sénateurs qui ont enquêté sur la rocambolesque affaire Benalla. Plus que jamais, il se trouve en première ligne face au président Macron. Le 21 mars, c'est lui qui réunira les hautes instances du Sénat pour décider ou non de saisir la justice sur les omissions des plus importants collaborateurs de l'Elysée devant les sénateurs. Dans la ligne de mire : le bras droit d'Emmanuel Macron, Alexis Kohler, et le directeur de cabinet, le préfet Patrick Strzoda, qui, après avoir juré de dire « toute la vérité », ont « oublié » de mentionner qu'Alexandre Benalla était chargé de coordonner la sécurité du président de la République... Une opportunité pour ce passionné de chasse – il a abattu son dernier sanglier début février – de frapper la Macronie au cœur.

**40 ANS DE MANDAT DANS « L'ANCIEN MONDE »**

- 1949**  
Naît à Flers (Orne).
- 1979**  
Conseiller municipal à Rambouillet.
- 1983**  
Maire RPR de Rambouillet.



Collection personnelle

- 1986**  
Sénateur des Yvelines.
- 2005**  
Ministre délégué au Travail sous Jacques Chirac.
- 2008**  
Président du Sénat.
- 2018**  
S'oppose à la réforme institutionnelle d'Emmanuel Macron.

En vieux briscard de la République, Gérard Larcher avance pas à pas sur ce terrain miné au parfum de scandale d'Etat. Il lit, étonné, les fuites dans la presse qui le disent moins enclin à la confrontation que le meneur des travaux, le sénateur LR Philippe Bas. « Ma ligne, c'est le respect du droit. J'ai laissé toute autonomie à Philippe Bas, et je vous garantis qu'il a parfaitement respecté la séparation des pouvoirs, n'en déplaise à la ministre de la Justice, assène le troisième personnage de l'Etat, enfoncé dans la banquette en cuir. *Le Sénat a fait son boulot et a une de fois plus prouvé son utilité, quand l'Assemblée nationale, elle, s'est vite couchée.* » Pas un mot toutefois sur ses intentions tant que la procédure ne sera pas achevée. « Si les conclusions du Sénat sont de saisir le procureur sur les déclarations des conseillers de l'Elysée, il le fera, n'en doutez pas », souffle-t-on dans son entourage.

Rond, avenant, bonhomme. A bientôt 70 ans, Gérard Larcher n'a pas franchement les apparences d'un tueur. « Méfiez-vous, prévient le chef des sénateurs LREM François Patriat. *Sous son image d'homme jovial, ouvert et bon vivant, c'est un opposant farouche, rigoureux et sans état d'âme d'Emmanuel Macron.* » Parfait anti-portrait du chef de l'Etat, cet amateur de tripes et de langue de bœuf observe le plus jeune président de l'histoire se débattre face à la colère du pays. Non sans une certaine gourmandise, après avoir subi un an durant les discours lénifiants des victorieux du « nouveau monde ».

Sous les dorures de l'hémicycle, il administre ses petites leçons de démocratie aux blancs-becs du gouvernement. Comme en décembre, lorsqu'il tançait, le doigt tendu, le porte-parole Benjamin Griveaux « *ici, c'est moi qui préside la séance et moi seul* ». Ou, en janvier, quand il incitait la secrétaire d'Etat à l'égalité femmes-hommes, Marlène Schiappa, à « *faire dans la modération, pour une fois* ». Applaudissements garantis sur les bancs de droite et de gauche. « *Gérard, c'est la revanche de l'ancien monde, des petits maires sur Jupiter*, jubile son acolyte Bruno Retailleau, leader des sénateurs LR. *Face à un président hyperpuissant, il porte la voix des territoires et de la démocratie parlementaire.* »

**Gaulliste à l'ancienne**

Entré au Sénat en 1986, où il était le plus jeune élu avec Jean-Luc Mélenchon, il incarne aussi cette classe politique de cumulards largement rejetée par les Français. Celle qui a échoué à éviter la cassure entre le peuple et les élus et a été prise de court par l'écroulement des partis traditionnels. « *Il manque un peu de vision d'ensemble*, tacle un ancien du Sénat. *Ce n'est pas quelqu'un qui défend un projet de société.* » Lui qui a grimpé un à un les échelons de la politique et a passé des heures à écouter ses concitoyens à sa permanence de maire a été le premier désarçonné par l'ascension éclair de l'ex-ministre de François Hollande. « *La politique, si vous n'entrez pas dans le quotidien des gens, si vous n'avez pas le contact humain, quel est l'intérêt?* » critique-t-il en ►►

Bertrand Guay / AFP



► 14 mars 2019 - N°601





## Gérard Larcher, briscard de droite

- 1. Avec Philippe Séguin, en 1999.** Une figure du RPR qu'il a rejoint dans le camp du non au traité de Maastricht en 1992, ébloui par son discours à l'Assemblée.
- 2. A la chasse.** Passionné, il invite certains sénateurs à l'accompagner, dans la Beauce pour le perdreau, à Rambouillet pour le chevreuil ou à Chambord pour le sanglier.
- 3. Réunion sur l'assouplissement des 35 heures, en 2004, avec François Chérèque, patron de la CFDT.** Le ministre délégué au Travail de Chirac met au premier plan les syndicats et le dialogue social.
- 4. Avec François Fillon, en 2017.** Homme des missions délicates à droite, Larcher a demandé le retrait du candidat à la présidentielle.
- 5. Avec Emmanuel Macron, à l'Élysée, en 2018.** Surpris par l'émergence éclair du président, cet élu de terrain s'oppose depuis l'an dernier à sa réforme constitutionnelle.



►►► creux. Emmanuel Macron reste une énigme pour cet ancien vétérinaire venu à la politique avec le souffle gaulliste des années 1960 et l'exemple de son père, petit industriel du textile dans l'Orne et ancien maire radical-socialiste de Saint-Michel des Andaines, un bourg de 350 âmes. Qu'importe, son costume de premier opposant « institutionnel » du chef de l'Etat le ravit. Depuis plus d'un an, il ferraïlle avec le président sur la réforme constitutionnelle. Diminution du nombre de parlementaires, élection des députés à la proportionnelle, limitation du cumul des mandats dans le temps... « Il a été très surpris que Macron se lance sur ce chantier, alors que le vote du Sénat est obligatoire sur certains points, note un de ses proches. Et il en profite! »

### Négociateur rusé

Dans ce marchandage, Gérard Larcher souffle le chaud et le froid. En janvier 2018, il avait pris un malin plaisir à inviter les journalistes à surligner au Stabulo ses « lignes rouges ». Ce qui avait hérisse Emmanuel Macron. « Je n'avais peut-être pas employé ce terme dans le secret du bureau présidentiel, reconnaît-il du bout des lèvres. Mais, sur le fond, cela revenait au même. Je suis un être libre, lui aussi. On n'a pas besoin de se faire des grands gestes d'affection. On a besoin de se dire les choses. » Après des mois de palabres, les deux hommes se sont mis d'accord sur un scrutin proportionnel à 15% pour les députés et la limitation du cumul à trois mandats consécutifs. Mais Gérard Larcher espère encore réduire la coupe prévue dans les rangs parlementaires – il aimerait aboutir à 446 députés et 280 sénateurs – et remettre en cause l'interdiction du cumul des mandats votée sous Hollande. « Il fait tout pour que la réforme s'enlise », s'est souvent plaint Emmanuel Macron auprès de ses proches. Quant à la suppression du Sénat, qui revient en boucle dans les réunions du Grand débat comme sur les réseaux sociaux, il la balaie d'un revers de main. « Cela nécessiterait une révision de la Constitution et donc un vote des sénateurs », re-



marque-t-il. Après lecture de la Lettre aux Français du président début janvier, qui suggérait de « transformer » le Sénat, il a tout de même senti le vent du boulet. « Est-ce que vous voulez la peau du Sénat ? », a-t-il demandé, les yeux dans les yeux, à Emmanuel Macron. « Non », lui a répondu ce dernier.

**Démineur fiable**

La flèche a été d'autant plus mal vécue qu'un mois plus tôt, au plus fort de la crise des « gilets jaunes », il avait refusé de jeter de l'huile sur le feu. Alors que les violences se multipliaient, il avait même serré les rangs derrière le chef de l'Etat. Grâce à lui, les mesures de hausse du pouvoir d'achat décidées en urgence ont été vite votées. « On a eu un débat de haute tenue, mais on ne s'est pas perdu en centaines d'amendements, souligne-t-il. Le Sénat est un contre-pouvoir, pas un anti-pouvoir. » A l'époque, Emmanuel Macron, en déplacement au Tchad, l'avait remercié par texto. « Quand ça tangue trop, Gérard Larcher fait partie de ces grands élus qui ont le réflexe de l'unité nationale, abonde le député Modem Jean-Noël Barrot, élu comme lui dans les Yvelines. Il ne souffle pas sur les braises. »

Habile négociateur, chercheur infatigable du compromis, Gérard Larcher a souvent été l'homme des missions délicates à droite. Durant la campagne présidentielle, il a été de ceux qui ont essayé de « débrancher » François Fillon. Les deux hommes se connaissent depuis les années 1990, où ils prônaient le non à Maastricht derrière Philippe Séguin, et ils ont longtemps porté ensemble les couleurs du gaullisme social. Le matin où François Fillon apprend qu'il va être mis en examen pour l'emploi présumé fictif de sa femme, ils se voient en tête-à-tête. L'échange est tendu. Le président du Sénat tente de convaincre son vieil ami de renoncer. En vain. Quelques jours plus tard, il refusera catégoriquement de se rendre à la manifestation de soutien au Trocadéro. « J'aime le consensus, mais de temps en temps comme Antigone, je dis non », cingle-t-il. Ministre délégué au Travail en 2006, c'est aussi à lui que reviendra le dé-

**Ce qu'ils disent de lui**



**Laurent Berger**, leader de la CFDT : « Au plus fort de la crise des "gilets jaunes", il a fait preuve de sang-froid et n'a pas cherché à tirer les marrons du feu. »

**Jean-Pierre Raffarin**, ancien Premier ministre : « C'est un politique habile, très agile dans les conflits. Dans la situation actuelle, ce républicain de conviction peut être très utile au pays. »

**Jean-Pierre Bel**, ex-président PS du Sénat : « Il a tenté à la gauche un procès en illégitimité lorsque j'ai été élu président du Sénat. Il s'est opposé avec force à l'interdiction du cumul des mandats sous François Hollande. »

**François Patriat**, sénateur LREM : « Il répète le mot territoires comme un mantra, mais ne parle pas assez des Français. Il fait partie de ces élus qui sont dans la nostalgie d'une France d'avant. »

**Pascal Perrineau**, professeur à Sciences-Po : « Il déplore depuis des années la fracture territoriale et fait remonter les demandes de la France d'en bas. Il pratique l'art du consensus en politique, ce qui est une forme de modernité. »

**Jean-Pierre Sueur**, sénateur PS du Loiret : « Il incarne le contre-pouvoir du Sénat, qui a prouvé son utilité de manière éclatante dans l'affaire Benalla. Il porte la voix des collectivités et est très écouté. »

Geoffroy Van Der Hasselt/AFIP

**IL AIME**

Les rires et les mots de ses petits-enfants.

Le vent vif de suroît sur l'île de Batz.

Le bocage de l'Orne.

Les tripes.

L'épagneul breton.

**IL N'AIME PAS**

La condescendance.

La lutte des classes.

L'interdiction du cumul des mandats.

Les navets.

minage de la crise du contrat première embauche (CPE), qui met la jeunesse française dans la rue. « Il a recollé les morceaux avec les syndicats », se souvient Jean-Claude Mailly, alors leader de Force ouvrière. Quelques mois plus tard, il défendra la loi qui a institué le principe d'une concertation préalable entre syndicats et patronat avant toute réforme sociale. Une mesure qui lui vaut la reconnaissance éternelle des syndicats. « Il croit sincèrement au dialogue social, assure Laurent Berger, le numéro 1 de la CFDT. Il n'appelle pas les leaders syndicaux uniquement quand il a besoin d'eux. »

**Laboureur de terrain**

« Le secret de Larcher, c'est qu'il voit tout le monde tout le temps », s'amuse l'ancien président (UMP) de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer. Au Palais du Luxembourg, il soigne tous les sénateurs sans distinction à coups de petits postes et grands honneurs. Certains ont même été invités à chasser le chevreuil sur ses terres de Rambouillet, et sont restés pantois de le voir surgir en bottes de sa vieille 4 L marron pour placer tireurs et rabatteurs. Avant de servir des tripes à la table des convives. La relation personnelle qu'il a nouée avec chacun des 348 sénateurs explique qu'il ait battu par deux fois Jean-Pierre Raffarin dans la course à la présidence du

Sénat. « Il a labouré le terrain pendant que Raffarin faisait une campagne médiatique, se rappelle le sénateur sarkozyste Pierre Charon. Et, au Sénat, c'est le laboureur qui gagne à la fin. » « Avec lui, les sénateurs avaient surtout la garantie de ne pas être trop bousculés », persifle un ancien sénateur.

Mal à l'aise avec la ligne très droitière de Laurent Wauquiez, Gérard Larcher s'alarme des multiples départs de LR, comme ceux des figures Xavier Bertrand et Alain Jupé. Il a publiquement fait part de son désaccord sur le choix du jeune essayiste François-Xavier Bellamy comme tête de liste aux prochaines élections européennes. « Il ne coche pas les cases », a-t-il martelé en bureau politique, assis à la droite de Laurent Wauquiez. « En cas d'échec cuisant, il pourrait s'allier avec Sarkozy pour obtenir la tête de Wauquiez, anticipe un député Les Républicains, et installer une direction collégiale dont il tirerait les ficelles. » Gérard Larcher et l'ex-président déjeunent régulièrement ensemble. « Avec l'effondrement de LR et du PS, Emmanuel Macron ne laisse plus qu'une alternative entre lui et le Rassemblement national, déplore Gérard Larcher. Il est de salut démocratique que LR se maintienne. C'est un peu mon obsession du moment. » Avec bien sûr la présidentielle de 2022 à l'horizon.

**Laurent Fargues**